

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des
Deux-Sèvres

NIORT, le 25 février 2025

Z.I. Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCORI

le bois des brandes
79600 Airvault

Références : 0007201595/2025/65

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/01/2025 dans l'établissement SCORI implanté Le bois des brandes 79600 Airvault. L'inspection a été annoncée le 21/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCORI
- Le bois des brandes 79600 Airvault
- Code AIOT : 0007201595
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas

- IED : Oui

La Société SCORI est spécialisée dans le regroupement et le pré-traitement de déchets industriels liquides et solides. Les déchets liquides préparés sont utilisés comme combustible de substitution dans les cimenteries dont la majeure partie dans la cimenterie CALCIA d'Airvault située à proximité. Les activités du site d'Airvault sont réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5760 du 11 avril 2016 complété et modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 5959 du 19 février 2018, la prise d'acte du 8 octobre 2018 faisant suite au décret n° 2018-458 du 6 juin 2018 modifiant la nomenclature des installations classées, l'arrêté préfectoral complémentaire n°A6324 du 13 août 2021 relatif à la surveillance des impacts sur les milieux aquatiques et les sols dans le cadre du dossier de réexamen.

Thèmes de l'inspection :

- suites données aux inspections de 2023
- suivi PFAS et action nationale PFAS-mousses
- PAC ligne de conditionnement des petits emballages

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	rejets atmosphériques en sortie de cheminée	Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article 9.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois après la sortie du guide de cadrage sur les CMR « pertinents »
2	emballages industriels	Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article 5.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Moyens complémentaires à la stratégie incendie	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Interdiction du PFOS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
10	Notification des stocks de PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Interdiction à venir des PFCA C9-C14	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
12	Interdiction à venir du PFHxA	Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		(1907/2006)		

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	état des stocks	Arrêté Préfectoral du 19/02/2018, article 2 - chapitre 2.6 de l'arrêté n°5760 du 11/04/2016	Sans objet
5	exercice POI	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8	Sans objet
6	Liste des substances PFOS/PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
8	Interdiction du PFHxS	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet
9	Interdiction à venir du PFOA	Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- Rejets atmosphériques => l'exploitant doit se positionner sur le respect du seuil de 30 mg/Nm3 en COV suite à la demande de l'inspection du 21/11/2024.
- Stockage de Grands Récipients pour Vrac (GRV) => l'exploitant doit limiter le stock de GRV vides constaté sur site et l'organiser vis-à-vis de la maîtrise du risque, de l'efficacité de la lutte contre l'incendie, de la limitation de l'extension et de la propagation d'un éventuel sinistre.
- Approvisionnement en eau => Une étude des modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation d'un incendie au-delà de 3 heures est attendue.
- PFAS (substances per- et polyfluoroalkylées) => L'exploitant a réalisé les campagnes d'analyses dans ses rejets aqueux en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023. Il a demandé à son fournisseur d'émulseurs les teneurs en PFAS des produits. Il doit compléter ces analyses, confirmer le respect de la réglementation applicable et informer l'administration de son stock .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejets atmosphériques en sortie de cheminée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article 9.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : Réalisation des mesures de COV en sortie de cheminée après le traitement par charbon actif : => tous les 2 jours en auto surveillance cheminée => 1 fois par an pour contrôle externe par organisme agréé Suites données au constat n° 7 de l'inspection du 08/02/2023 => respect de la valeur limite de rejet en COVt de 30 mg/Nm3 applicable en cas de présence de CMR « Pertinent ».
Constats : <u>Rejets actuels</u> L'exploitant indique que les valeurs d'émission en COV étaient en moyenne de 85 mg/Nm3 en 2024 (autosurveillance). Lors du contrôle externe 2024 réalisé par ENTIME la valeur mesurée était de 91 mg/Nm3. <u>Suites données à l'inspection du 08/02/2023</u> L'exploitant a, en réponse à l'inspection, indiqué que selon son analyse il n'avait aucune obligation réglementaire de passer à 30 mg/Nm3 du fait : <ul style="list-style-type: none">- que le flux en COV sur l'installation est inférieur à 2 kg/h- que la concentration en COV CMR de catégorie 1 et essentiellement de catégorie 2 représente 10% de la concentration globale. Cette concentration est résiduelle et n'est pas considérée comme pertinente. L'inspection relève que le flux de COV CMR mesuré lors des campagnes de caractérisation réalisé par l'exploitant est de l'ordre de 374 g/h dont 328 g/h pour le dichlorométhane et que ces flux sont suffisamment élevés pour qualifier ces substances de pertinentes. Par ailleurs, un guide ministériel attendu dans le premier semestre devrait confirmer que les seuils définis pour établir le caractère "pertinent" de la présence de COV CMR1 et CMR2 dans le domaine de l'industrie chimique doivent être pris en compte pour les industriels relevant du BREF WT. Or l'arrêté du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie mentionne que la présence de substances CMR de catégorie 1A ou 1B ou CMR de catégorie 2 est pertinente dès lors que le flux horaire de la fraction de COV CMR dans les gaz résiduaires est supérieur ou égal à 0,2 g/h (en masse de composés) <u>Modernisation des installations de traitement COV</u> En mai 2024 l'exploitant a déposé un rapport à connaissance relatif à la remise à neuf du réseau de captation des COV du centre de pré-traitement de déchets dangereux. En novembre 2024 il a informé l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- que le fournisseur du dispositif de traitement des COV envisagé (charbons actifs) ne pouvait s'engager sur le respect du seuil de 30 mg/Nm3.- que la mise en place de ce dispositif était reportée en 2025

<p>Le 21/11/2024 l'inspection a à l'exploitant qu'à défaut d'opter pour un traitement type oxydation thermique permettant de respecter le seuil de 30 mg/Nm3, il devrait faire une demande de dérogation en s'appuyant sur le guide national idoine. Cette emande doit notamment comprendre une évaluation du risque sanitaire et une étude technico écomonique avec détermination du ratio : coût annualisé (investissement + fonctionnement) / émissions économisées annualisées.</p> <p>A ce stade l'exploitant maintien que l'objet de ce projet de remise à neuf du réseau de captation des COV est de remplacer une installation existante dans le cadre d'une maintenance préventive mais pas dans l'objectif de respecter une VLE de 30 mg/Nm3.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit informer l'inspection de la solution retenue parmi celles proposées le 21/11/2024 et le calendrier associé.</p> <p>Cette notification doit intervenir au plus tard 1 mois après la sortie du guide précité.</p> <p>En l'absence de positionnement de SCORI sur le respect du seuil de 30 mg/Nm3 un arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à Madame la Préfète des Deux-Sèvres.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois après la sortie du guide de cadrage sur les CMR « pertinents » précités</p>

N° 2 : emballages industriels

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/04/2016, article 5.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, stockage des emballages industriels</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[.....] Les déchets d'emballages industriels doivent être éliminés dans les conditions prévues par le code de l'environnement en application des articles L541-1 II 3° du même code.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un stock important de GRV vides hors zone couverte (environ 300 contenants dont une partie compactée représentant environ 21 t). En cas de sinistre ce stock serait de nature à compliquer l'intervention des services de secours et pourrait générer une pollution des sols compte tenu du stockage sur une zone en partie enherbée.</p> <p>L'exploitant a mis en place une caméra thermique dirigée sur ce stock pour alerter en cas de départ d'incendie. Elle est réglée sur 50°.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que le porter à connaissance transmis relatif à la mise en place d'une ligne de déconditionnement de petits emballages contenant des liquides inflammables transmis en juillet 2024 sera redéposé ultérieurement compte-tenu des difficultés d'obtention de la certification ATEX.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit - Stocker les GRV vides à au moins 10 m du stockage couvert-ouvert et en dehors des effets létaux (8 KW/m2) en cas d'incendie de récipients mobiles dans le stockage couvert-ouvert ou en cas d'incendie des GRV afin qu'il n'y ait pas d'effets dominos possibles l'un vers l'autre. - informer l'inspection des actions envisagées pour limiter le stock et les risques de pollution en cas de sinistre. - informer par courrier la préfecture du retrait du porter à connaissance déposé en juillet 2024.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/02/2018, article 2 - chapitre 2.6 de l'arrêté n°5760 du 11/04/2016
Thème(s) : Situation administrative, état des stocks
Prescription contrôlée : Suite donnée à la demande n° 2 de l'inspection du 22 mars 2023 sur l'ajout des mentions de dangers des déchets stockés. L'exploitant dispose d'un plan faisant apparaître les zones de stockage (cuves, fosses.) et les quantités maximales présentes des déchets suivants : - eaux souillées (G2000)- déchets de solvants non halogénés - déchets pâteux organiques - combustibles de substitution (G3000)
Constats : L'état des stocks a été complété avec les mentions de danger et adressé en annexe du courrier de réponse à l'inspection. L'état des stocks le jour de l'inspection a été présenté ainsi que le suivi 2024. La quantité de déchets susceptibles de présenter les dangers correspondant aux rubriques 4120 à 4150 (seuil bas) est restée inférieure à 150 t en 2024. Le pic a été observé en juin 2024 avec une quantité sur site de 140 t. Le tableur utilisé pour le suivi fait apparaître une valeur de 27,75 t le jour de l'inspection. Cette faible valeur est liée au fait que le site entre en période de gros entretien pour 15 jours pendant l'arrêt de la cimenterie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Moyens complémentaires à la stratégie incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-3-II
Thème(s) : Risques accidentels, approvisionnement en eau

Prescription contrôlée : Suite donnée à la demande n° 23 de l'inspection du 22/03/2023
Constats : L'exploitant doit étudier les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation d'un incendie au-delà de 3 heures. Dans sa réponse à l'inspection de 2023 l'exploitant a considéré que cette demande n'était pas applicable. Cette réponse n'est pas recevable s'agissant d'une obligation réglementaire.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit étudier les modalités prévisionnelles permettant d'assurer la continuité d'approvisionnement en eau en cas de prolongation d'un incendie au-delà de 3 heures. L'étude est transmise à l'inspection sous un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-8
Thème(s) : Risques accidentels, exercice de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : Suite donnée à la demande n° 24 de l'inspection du 22/03/2023 Un exercice de lutte contre l'incendie est réalisé au moins tous les ans.
Constats : Le dernier exercice a été réalisé le 13/12/2024. Il a porté sur un départ de feu sur l'aire de stockage 1A avec un problème d'arrivée d'eau. Le compte-rendu reste à finaliser.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le compte-rendu à l'inspection sous 1 mois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Liste des substances PFOS/PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Liste des substances PFOS/PFAS
Prescription contrôlée : Suites données aux analyses réglementaires
Constats : L'exploitant a réalisé les 20/12/2023, 17/01/2024 et 14/02/2024 les campagnes d'analyses des PFAS

dans ses rejets aqueux en application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Il a été constaté des dépassements en AOF sur les 3 campagnes avec des valeurs jusqu'à 19,1 µg/l et en PFAS sur la campagne du 17/01/2024 avec une valeur à 0,13 µg/l (PFHxA).

L'exploitant a identifié la source de ces per- et polyfluoroalkylées comme étant les eaux de rétention de bas de silo :

- Déversement accidentel en bas de silo ou lors d'une opération de maintenance (changement de pompe, nettoyage canalisation)
- Déclenchement intempestif ou essai du système incendie.

La teneur en acide perfluorohexanoïque (PFHxA) dans les émulseurs corrobore l'analyse de l'exploitant.

Avant les analyses ces eaux étaient transférées dans le bassin d'orage si elles étaient propres et sans souillure apparente.

La consigne est aujourd'hui de ne plus transférer les eaux de bas de silo vers le bassin d'orage. Ces eaux sont transférées par pompage vers l'aire de dépotage puis la fosse 80m3 pour être envoyée en filière d'élimination.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Interdiction du PFOS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 10 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.

Constats :

Les données relatives aux PFAS ne sont pas disponibles sur les FDS.

L'exploitant a demandé à son fournisseur les teneurs en PFAS des émulseurs utilisés sur le site.

- UNISERAL AF 22* pour le dispositif d'extinction automatique des aires de stockage
- UNISERAL C6 AF 22* pour les silos

Sur le document présenté correspondant à l'UNISERAL C6 AF 22* la valeur de SPFO (PFOS) est inférieure à 20 µg/kg. Pour l'UNISERAL AF 22* cette donnée n'est pas disponible.

L'exploitant a bien intégré la problématique liée aux PFAS dans les émulseurs.

Il informe l'inspection de ses démarches auprès des différents fournisseurs.

Les émulseurs non fluorés sont, semble-t-il, plus visqueux et seraient susceptibles de boucher les sprinklers. Les assureurs s'interrogent sur les risques inhérents à l'absence de fluor dans les émulseurs.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet sous 1 mois à l'inspection : - les dernières analyses PFAS réalisées sur les émulseurs utilisés sur le site (sont recherchés les PFAS réglementés dans les règlements POP (CE 2019/1021 du 20/06/2019) et REACH (CE 2006/1907 du 18/12/2006) - l'attestation du fournisseur de la conformité des produits avec la réglementation européenne.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Interdiction du PFHxS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : Si l'émulseur contient du PFOS : Utilisation interdite. L'exploitant devra substituer et traiter les émulseurs (cf. détails dans la note de cadrage). La présence non intentionnelle sous forme de contaminant à l'état de traces est possible en-deçà de 10 mg/kg.
Constats : Les données ne sont pas disponibles sur les FDS. L'exploitant a demandé à son fournisseur les teneurs en PFAS des émulseurs utilisés sur le site. - UNISERAL AF 22* pour le dispositif d'extinction automatique des aires de stockage - UNISERAL C6 AF 22* pour les silos Sur le document présenté correspondant à l'UNISERAL C6 AF 22* la valeur de PFHxS est inférieure à 20 µg/kg. Pour l'UNISERAL AF 22* cette donnée n'est pas disponible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Justificatifs demandés au point de contrôle n° 7
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Interdiction à venir du PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Annexe I du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants
Thème(s) : Autre, PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique au PFOA ou à ses sels en concentration inférieure ou égale à 0,025 mg/kg (0,0000025 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles. 2. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique à tout composé apparenté au PFOA ou à toute combinaison de tels composés en concentration

inférieure ou égale à 1 mg/kg (0,0001 % en masse) dans des substances, des mélanges ou des articles.

6. Par dérogation, l'utilisation du PFOA, de ses sels et des composés apparentés au PFOA est autorisée, jusqu'au 4 juillet 2025, dans la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: a) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour la formation; b) les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; c) à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; d) les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir du PFOA, ses sels et/ou des composés apparentés au PFOA sont gérés conformément aux dispositions de l'article 5.

Constats :

Les données ne sont pas disponibles sur les FDS.

L'exploitant a demandé à son fournisseur les teneurs en PFAS des émulseurs utilisés sur le site.

- UNISERAL AF 22* pour le dispositif d'extinction automatique des aires de stockage
- UNISERAL C6 AF 22* pour les silos

Sur le document présenté correspondant à l'UNISERAL C6 AF 22* la valeur de PFOA est inférieure à 20 µg/kg. Le fournisseur a indiqué à l'exploitant que la valeur de PFOA de l'UNISERAL AF 22* est de 24 ppb (µg/kg).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Justificatifs demandés au point de contrôle n° 7

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Notification des stocks de PFOA

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 5 du règlement 2019/1021 concernant les polluants organiques persistants

Thème(s) : Autre, PFAS dans les mousses anti-incendie

Prescription contrôlée :

2. Tout détenteur de stocks de plus de 50 kg constitués de substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II ou en contenant, et dont l'utilisation est autorisée, communique à l'autorité compétente de l'État membre dans lequel se trouvent ces stocks des informations sur la nature et le volume de ces stocks. Ces informations sont communiquées dans les douze mois suivant la date à laquelle le présent règlement ou le règlement (CE) no 850/2004 est devenu applicable à ces substances, la date la plus ancienne étant retenue, et suivant les modifications pertinentes des annexes I et II, puis à nouveau tous les ans jusqu'à l'expiration de la période d'utilisation limitée fixée dans l'annexe I ou II.

Constats : L'exploitant dispose d'un stock de 8200 litres d'émulseur UNISERAL AF 22* pour le dispositif d'extinction automatique des aires de stockage et de 1340 litres de C6* pour les silos contenant des substances inscrites sur la liste de l'annexe I ou de l'annexe II. Il ne procède à aucune transmission sur ses stocks auprès de la DGPR.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet sous 1 mois à l'inspection les analyses PFAS réalisées sur les émulseurs du site et informe la DREAL des informations demandées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 11 : Interdiction à venir des PFCA C9-C14

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 68 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : PFAS dans les mousses anti-incendie
Prescription contrôlée : 5. Par dérogation au point 2, l'utilisation des PFCA en C9-C14, de leurs sels et des substances apparentées au PFCA en C9-C14 est autorisée jusqu'au 4 juillet 2025 pour: [...] iv) la mousse anti-incendie destinée à la suppression des vapeurs de combustibles liquides et à la lutte contre les feux de combustibles liquides (feux de classe B) qui est déjà contenue dans les systèmes, qu'ils soient mobiles ou fixes, sous réserve des conditions suivantes: - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour la formation; - les mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 ne sont pas utilisées pour les essais, sauf si tous les rejets sont contenus; - à partir du 1er janvier 2023, les utilisations de mousses anti-incendie contenant ou pouvant contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentés aux PFCA en C9-C14 ne sont autorisées que sur les sites où il est possible de contenir tous les rejets; - les stocks de mousses anti-incendie qui contiennent ou peuvent contenir des PFCA en C9-C14, leurs sels et des substances apparentées aux PFCA en C9-C14 sont gérés conformément à l'article 5 du règlement (UE) 2019/1021.
Constats : Les données ne sont pas disponibles sur les FDS. L'exploitant va demander à son fournisseur d'émulseurs les teneurs en PFCA C9-C14 et en cas de présence de ces substances transmettre un plan de substitution et d'élimination des émulseurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection l'analyse du fournisseur sur les teneurs en PFCA C9-C14 et le cas échéant un plan de substitution et d'élimination des émulseurs.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Interdiction à venir du PFHxA

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Entrée 79 de l'annexe XVII du règlement REACH (1907/2006)
Thème(s) : Autre, PFAS dans les mousses anti-incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4. Ne doivent pas, à partir du 10 avril 2026, être mis sur le marché, ou utilisés, à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA, mesurées dans un matériau homogène, dans: a) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés à l'entraînement et aux essais, à l'exception des essais fonctionnels des systèmes de lutte contre l'incendie, à condition que toutes les émissions soient contenues; b) les mousses et concentrés de mousse anti-incendie destinés aux services publics d'incendie, sauf lorsque ces services interviennent sur des incendies industriels dans des établissements relevant de la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil (*31) et qu'ils n'utilisent les mousses et les équipements qu'à cette fin. 5. Ne doivent pas, à partir du 10 octobre 2029, être mis sur le marché, ou utilisés, dans les mousses et concentrés de mousse anti-incendie pour l'aviation civile (y compris dans les aéroports civils) à une concentration égale ou supérieure à 25 ppb pour la somme du PFHxA et de ses sels, ou à 1 000 ppb pour la somme des substances apparentées au PFHxA.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les données ne sont pas disponibles sur les FDS. L'exploitant a demandé à son fournisseur les teneurs en PFAS des émulseurs utilisés sur le site. - UNISERAL AF 22* pour le dispositif d'extinction automatique des aires de stockage - UNISERAL C6 AF 22* pour les silos</p> <p>Sur le document présenté correspondant à l'UNISERAL C6 AF 22* la valeur de PFHxA est de 710 µg/kg. Le fournisseur a indiqué à l'exploitant que la valeur de PFHxA de l'UNISERAL AF 22* est de 150 µg/kg (ppb).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet sous 1 mois à l'inspection les analyses PFAS réalisées sur les émulseurs du site et confirme la conformité des produits avec la réglementation européenne actuelle et le cas échéant transmet un plan de substitution et d'élimination des émulseurs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois